

Discours du Président de la République,  
À l'occasion des 3èmes rencontres internationales de recherche,  
Hôtel de Marigny, 10 juin 2011

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Présidents des laboratoires internationaux  
de recherche,

Mesdames et Messieurs les Président et Directeurs généraux du LIR et  
du LEEM,

Monsieur le Président de l'INSERM et de l'Alliance, cher André  
Syrota

Monsieur le Président du CNRS, cher Alain FUCHS,

Monsieur le Président de l'ARIIS, chez Pierre TEILLAC,

Monsieur le Directeur de l'ANRS, cher Professeur Jean-François  
DELFRAISSY

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de vous retrouver pour la 3<sup>ème</sup> édition des  
rencontres internationales de la recherche biomédicale. C'est la  
marque de mon attachement au développement de la recherche et  
particulièrement de la recherche biomédicale. Cette rencontre des  
grands industriels internationaux et français avec nos institutions  
publiques de la recherche est une initiative très utile que je suis  
heureux de soutenir.

Vous avez choisi cette année le thème des maladies infectieuses. Immense sujet de préoccupation pour les décideurs du monde entier.

Il y a 35 ans, avec la disparition de la variole dans le monde, on aurait pu croire que nous étions parvenus à juguler les grandes épidémies. C'était oublier que le paludisme reste endémique dans de nombreux pays et cause 1 million de morts chaque année.

C'était oublier que de nouveaux agents infectieux surgissent sans cesse.

Le 4 juin 2011 marquait le 30<sup>ème</sup> anniversaire de l'observation du premier cas de ce qui allait devenir le SIDA.

Une équipe française menée par Luc MONTAGNIER et Françoise BARRÉ-SINOUSSE, en a identifié le virus en 1983.

Cette découverte du VIH leur a valu le prix Nobel en 2008.

En 1982, une équipe américaine identifiait le prion, qui devait être rendu responsable de l'épidémie de maladie de Creutzfeld-Jacob à la fin des années 1990.

Je n'apprendrai rien aux spécialistes que vous êtes, mais je suis frappé de constater que les infections respiratoires causent encore 3 millions de décès chaque année,

Les diarrhées infectieuses, 2,5 millions de morts,

La rougeole pour laquelle existe pourtant un vaccin, 750 000 morts.

Nous savons également qu'au moins un tiers des cancers, utérins et ORL notamment, sont liés à des agents infectieux.

Des maladies comme la tuberculose, que l'on croyait éradiquée sous nos latitudes, refont leur apparition.

Les résistances aux antibiotiques ne font que croître et il faut sans cesse inventer de nouvelles ripostes.

Et l'actualité nous le rappelle presque chaque jour : les maladies infectieuses font partie de notre quotidien.

Je pense à l'épidémie de grippe H5N1, à l'épidémie de Chikungunya, et bien sûr aux contaminations alimentaires d'origine bactérienne comme celle qui frappe l'Europe depuis quelques jours.

Avec la mondialisation et l'accroissement des déplacements, la question des maladies infectieuses est devenue plus prégnante encore.

Nous ne devons pas relâcher l'effort.

La France se doit d'être au rendez-vous de la solidarité internationale. Elle l'est et continuera à l'être. Le paludisme, la tuberculose, le SIDA touchent de façon dramatique les pays en développement et notamment les pays d'Afrique sub-saharienne.

Ils frappent durement ces sociétés et ralentissent considérablement leur lutte contre la pauvreté et pour leur développement.

Malgré un contexte financier que vous savez extrêmement contraint, la France fera son devoir.

En septembre dernier, au Sommet de l'ONU pour les objectifs du millénaire, j'ai annoncé que la France ne se contenterait pas de maintenir sa participation au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, mais qu'elle l'augmenterait de 20 %. La France restera ainsi le deuxième contributeur du Fonds, derrière les États-Unis, avec une contribution annuelle de 360 millions d'euros. Il en va de notre responsabilité de pays développé.

La crise ralentit la croissance et nos recettes fiscales mais pas les épidémies. Il n'y a donc aucune raison de baisser la garde.

Avec mon épouse, nous sommes particulièrement engagés dans la lutte contre le SIDA. Nous savons que des progrès majeurs sont accomplis chaque jour.

Si la mise au point d'un vaccin et d'un traitement curateur restent des objectifs prioritaires, nous devons renforcer sans relâche notre effort de prévention contre le VIH.

Des études récentes ont montré l'efficacité préventive des antirétroviraux notamment dans la lutte contre la transmission de la mère à l'enfant.

Le SIDA tue encore 1,8 millions de personnes chaque année dont plus de 250 000 enfants. Monsieur le Professeur DELFRAISSY, vous me permettrez de vous citer : « *Le sida a été l'épidémie majeure du XXème siècle et reste celle du XXIème* ».

En 30 ans, vous avez accompli des progrès considérables dans la lutte contre le VIH. Grâce à vous tous, grâce à la communauté des chercheurs, nous pouvons espérer que le XXIème siècle sera celui de la victoire de la recherche contre SIDA.

Mais construire l'avenir, c'est d'abord donner aux chercheurs les moyens de travailler, de progresser et d'innover. Je me suis engagé à faire de la recherche biomédicale la première priorité de notre recherche. Vous le savez, les Français accordent une importance primordiale à leur santé.

Nous consacrons ainsi près de 12% de notre richesse nationale aux dépenses de santé. L'assurance-maladie est l'un des piliers de notre modèle social. Être en mesure d'assurer aux Français des soins de qualité, cela implique de soutenir sans relâche les efforts des chercheurs comme ceux des industriels.

L'an passé nous avons pris l'engagement mutuel de rendre compte de nos actions respectives.

Votre bilan est particulièrement fructueux. Un total de 28 millions d'euros de contrats de recherche ont été à ce jour signés sur la base de plus 150 échanges constructifs et structurants, initiés depuis notre première rencontre de 2009. Et plus d'une vingtaine de contrats sont en phase de négociation très avancée. Je tiens à vous en féliciter.

Encourager l'excellence scientifique, récompenser la prise de risque d'industriels courageux et entrepreneurs c'est tout le sens de notre action depuis 2007. Depuis 4 ans, ma responsabilité de Président de la République est de faire en sorte que la France puisse retrouver une économie compétitive, prospère, créatrice d'emplois. Une économie qui puisse financer le modèle social français. Pour cela il fallait donner aux universités françaises les moyens de leurs ambitions. C'est ce que nous avons fait avec Valérie PÉCRESSE.

Des moyens institutionnels d'abord. Aujourd'hui elles sont autonomes, comme toutes les grandes universités du monde. Elles peuvent nouer des partenariats, attirer les meilleurs chercheurs et les meilleurs enseignants. Elles se battent à armes égales avec leurs concurrentes.

Des moyens financiers également. Depuis 2007, l'effort de l'État pour l'enseignement supérieur et la recherche augmente d'un milliard d'euros chaque année. Avec le plan Campus, nous aurons ainsi dépensé 20 milliards d'euros supplémentaires pour nos universités.

Mais dans notre pays, depuis 30 ans, nous avons pris la mauvaise habitude de sacrifier l'investissement et de privilégier le court terme. La crise a montré que cette stratégie était à bout de souffle.

Nous avons décidé de lui tourner le dos, de préparer dès à présent l'après-crise. De penser dès aujourd'hui aux emplois et aux entreprises de demain.

Nous avons lancé un plan d'investissements d'avenir de 35 milliards d'euros. Le Commissaire général à l'investissement René RICOL est chargé de sa mise en œuvre.

20 milliards d'euros sont ainsi destinés à l'enseignement supérieur et à la recherche. J'ai tenu à ce que les projets soient sélectionnés selon des critères d'excellence et par des jurys internationaux de très haut niveau.

Le domaine de la Santé et des Biotechnologies bénéficiera à terme de 2,5 milliards d'euros d'investissements. Un milliard d'euros a d'ores et déjà été attribué à 74 projets dans des domaines qui sont au cœur des défis sanitaires de notre époque : l'obésité et le diabète, les neurosciences et, votre préoccupation d'aujourd'hui, les maladies infectieuses.

La lutte contre les maladies infectieuses est l'un des domaines où l'effort des Investissements d'avenir est le plus important. Le projet d'institut hospitalo-universitaire POLMIT de l'Université de la Méditerranée, cher Yvon Berland, est ainsi l'un des 6 nouveaux IHU dont nous avons récemment arrêté la liste.

Il sera consacré aux maladies infectieuses et tropicales. Porté par Didier Raoult, il recevra plus de 72 millions d'euros de dotation.

Les IHU seront adossés à des fondations de coopération scientifique et disposeront à ce titre des moyens et de l'autonomie nécessaires à leur développement. La France pourra ainsi rivaliser avec les meilleurs centres de recherche biomédicale au monde. Grâce à ces IHU, sera assurée l'alliance entre l'excellence de la recherche, l'excellence des soins et la valorisation économique. Au total, les IHU recevront une dotation de 850 millions d'euros.

L'Institut de recherche technologique de Lyon-Pasteur, dédié à l'innovation biomédicale en infectiologie, est également l'un des 6 premiers IRT labellisés.

Par ailleurs, plusieurs laboratoires engagés dans la lutte contre les maladies infectieuses ont reçu le label de Laboratoire d'excellence. Il s'agit par exemple de l'Institut de Recherche sur le Vaccin de l'Université Paris XII travaillant à un vaccin contre le VIH et l'hépatite C, ou encore du laboratoire sur les maladies infectieuses émergentes de l'Institut Pasteur. D'autres encore travaillent sur le lien cancer-maladies infectieuses.

Dans l'ensemble des champs de recherches sur les maladies infectieuses, les chercheurs français sont présents et actifs. Je tiens à saluer les résultats remarquables des équipes de recherche en infectiologie des universités désormais autonomes. Ces équipes représentent 12 % des forces françaises en biologie et santé mais 20 % des meilleures publications !



Je tiens aussi à saluer le travail de l'Alliance des Sciences de la Vie et de la Santé AVIESAN.

AVIESAN et son président André SYROTA coordonnent à ma demande l'action stratégique et le pilotage national des organismes de recherches en science du vivant.

Les laboratoires d'excellence de nos universités doivent aussi pouvoir s'appuyer sur des entreprises et des PME dynamiques dans le domaine des sciences de la vie.

Nous avons absolument besoin de cette coopération entre universités et entreprises

- pour développer des solutions visant à combattre la résistance aux agents antimicrobiens ;
- pour développer de nouveaux traitements contre certains cancers ;
- pour développer des agents antibactériens, notamment contre les infections sévères et difficiles à soigner.

Pour appuyer cette dynamique, les Investissements d'avenir prévoient 900 millions d'euros de dotation en capital pour des Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies. Le jury a déjà labellisé 5 projets. Ces 5 SATT font toutes des sciences de la vie et de la santé une de leurs priorités.

C'était le chaînon manquant de la valorisation dans notre pays.

Des équipes professionnelles offriront un guichet unique aux chercheurs aux phases précoces où les investisseurs privés se font encore rares et prudents.

L'État est pleinement dans son rôle en intervenant à ce stade critique de l'application industrielle. Entre des chercheurs de grand talent et des entreprises innovantes, l'État se doit d'être présent et facilitateur.

Depuis 4 ans, nous avons considérablement renforcé les moyens dont dispose la recherche en santé. Nous avons amélioré la coordination entre les acteurs concernées, tout au long de la chaîne de l'innovation. Là où il y avait des barrières, il y a aujourd'hui du dialogue et de la coopération.

Mais il nous faut encore progresser. Comme nous l'avons fait pour le Plan Alzheimer, il nous faut faire mieux pour associer les forces vives de la nation à notre objectif commun : Préserver ce trésor qu'est notre santé.

Je pense à de grandes fondations d'entreprise, à des associations de patients, à des acteurs du secteur industriel et des services, qui dans la proximité de la vie quotidienne des Français, sont désireux d'agir, de s'engager aux côtés de la coordination des sciences du vivant AVIESAN.

Pour la lutte contre l'obésité, qui frappe de façon si injuste près de 20% des enfants, souvent dans les catégories sociales les moins favorisées.

Pour la lutte contre les maladies rares, qui frappent aveuglement tant de familles françaises. Pour être individuellement rares, elles sont collectivement si fréquentes : 3% des naissances !!!

Aussi, je demande à Valerie PÉCRESSE, à Xavier BERTRAND et Nora BERA, ainsi qu'à l'Alliance AVIESAN autour d'André SYROTA, d'associer à leur effort tous les talents et toutes les bonnes volontés.

Je leur demande de parachever la création d'une Fondation de coopération scientifique, qui associerait les organismes de recherche, les universités et les CHU. Pour que cette Fondation fonctionne de la façon la plus efficace, je rêve surtout qu'elle associe des acteurs de la vie quotidienne des Français. Je sais ainsi que certaines grandes entreprises sont d'ores et déjà désireuses de s'engager à vos côtés. Au cours des prochains mois, je compte sur vous pour rassembler ces énergies, ces bonnes volontés au service de la santé de nos concitoyens.

En appelant de mes vœux la création de cette nouvelle Fondation, il ne s'agit pas de mettre la main sur qui que ce soit, ni de contrôler quoi que ce soit !

Ni de se substituer aux fondations en cours de création dans les universités autonomes. Il faut qu'elles voient le jour.

Il ne s'agit pas non plus d'ajouter une couche de complexité à un dispositif que nous voulons au contraire simplifier.

Non, il s'agit seulement de fédérer les bonnes volontés. De simplifier le paysage et de remplacer les innombrables Groupements d'intérêt scientifiques (GIS) créés au fil des années chaque fois qu'il fallait coordonner action publique et action privée.

Je suis depuis très longtemps convaincu que les sciences de la vie et la santé sont des atouts majeurs, pour l'emploi et la croissance de notre pays.

Pour la qualité de la vie des Français.

Nous continuerons de les soutenir et de les développer.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, la France change. Je voudrais que les laboratoires internationaux de recherche représentés ici aujourd'hui mesurent combien nous avons modifié en profondeur les conditions d'accueil des investissements dans notre pays ; avec le Crédit Impôt Recherche, avec la suppression de la taxe professionnelle.

Qu'ils mesurent combien nos équipes de recherches sont performantes. Combien la passation de contrats est à présent simplifiée, accélérée, professionnalisée.

Combien, avec René RICOL, nous sommes déterminés à poursuivre et à amplifier notre action.

L'action publique ne faiblit pas, elle s'amplifie. Les premiers résultats sont là. Vos laboratoires, vos équipes, vos idées sont une chance pour la France.

Toutes les actions que nous menons visent à vous donner les moyens de travailler et d'innover.

Ma détermination à poursuivre l'action engagée est totale. Je suis convaincu de trouver auprès de vous la même conviction, la même détermination et le même enthousiasme.

Je vous remercie.